

RAPPORT ANNUEL DU

REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1970 les effectifs scolaires s'élevaient à 7.450 élèves ce qui constitue une augmentation d'environ 400 élèves par rapport au 1er janvier 1969. Depuis deux ou trois ans le rythme de l'augmentation a ralenti et semble se stabiliser. Les principales raisons de ce ralentissement sont les suivantes :

- en 1967 le Conseil supérieur a établi des critères d'admission assez stricts
- depuis deux ou trois ans la plupart des Ecoles ont un cycle secondaire complet de sorte qu'il n'y a plus de classes nouvelles à ouvrir.

Il convient aussi de remarquer que l'Ecole européenne de Karlsruhe se développe maintenant de façon très satisfaisante. Il est réaliste de prévoir que dans deux ou trois ans elle aura la population scolaire de 750 élèves pour laquelle les bâtiments ont été conçus.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1970

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Compl.</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	196	702	91	573	1.562
Bruxelles	205	1.045	-	1.064	2.314
Mol	209	472	-	334	1.015
Varese	268	823	-	528	1.619
Karlsruhe	68	299	-	204	571
Bergen	109	179	-	81	369
	1.055	3.520	91	2.784	7.450

Corps enseignant
au 1er janvier 1970

Luxembourg	96
Bruxelles	137
Mol	73
Varese	95
Karlsruhe	39
Bergen	29
	<u>469</u>

Le nombre d'élèves qui obtiennent le Baccalauréat européen augmente également d'année en année. En 1969, 193 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen ; 178 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 839 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes. Nous pourrions très probablement fêter le 1.000 ème bacheleir européen cette année.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

I. Problèmes des locaux

a) Ecoles européennes de Luxembourg et de Varèse

Il n'est plus nécessaire de rappeler la situation difficile que connaissent ces deux Ecoles. Les membres du Conseil supérieur savent que depuis quelques années elles doivent fonctionner dans des conditions particulièrement pénibles.

Je suis heureux de pouvoir annoncer au Conseil supérieur qu'il est maintenant permis d'être raisonnablement optimiste pour ces deux établissements.

A Luxembourg la construction des nouveaux bâtiments pour les classes primaires au Kirchberg est en cours. Malheureusement les travaux n'avancent pas avec la rapidité souhaitable. Je voudrais encore demander avec insistance aux autorités luxembourgeoises de tout mettre en oeuvre pour que l'Ecole dispose des nouveaux bâtiments pour la rentrée de septembre 1970.

En ce qui concerne l'Ecole de Varese, le gouvernement italien a chargé une firme spécialisée de construire les 10 locaux supplémentaires dont l'Ecole a le plus grand besoin. Le contrat a été signé en janvier 1970. Cependant à la date de la rédaction du présent rapport le chantier n'était pas encore ouvert, parce que le C.N.E.N., en sa qualité de propriétaire, n'a mis le terrain à la disposition de l'entreprise de construction qu'à une date très récente

L'Ecole de Varese dont le nombre d'élèves croît encore chaque année ne sera pas en mesure de faire fonctionner toutes ses classes, si elle ne dispose pas de nouvelles salles lors de la prochaine rentrée scolaire. Les délais de construction devraient par conséquent être réduits dans toute la mesure du possible.

C'est pourquoi je prie la délégation italienne de bien vouloir tout mettre en oeuvre pour que le délai de huit mois, que la firme a obtenu pour la construction et qui ne sera décompté qu'à partir du 29 avril, soit raccourci de telle sorte que les nouveaux locaux puissent être occupés en septembre 1970. Ceci devrait être possible puisque le bâtiment doit être construit avec des éléments préfabriqués.

Je tiens à saisir cette occasion pour remercier les délégations italiennes et luxembourgeoises pour leur compréhension bienveillante à l'égard des Ecoles européennes installées dans leur pays et pour les efforts qu'elles ont faits en vue de leur procurer les bâtiments nécessaires.

b) Ecole européenne de Bruxelles

C'est l'Ecole européenne de Bruxelles qui risque de connaître bientôt la situation la plus difficile. Elle a maintenant un besoin urgent de l'annexe dont la construction a été décidée au début de l'année 1969.

Malheureusement le terrain sur lequel les bâtiments supplémentaires doivent être érigés n'est pas encore acheté de sorte que les travaux ne peuvent pas commencer.

Je me permets de rappeler que le problème est posé depuis plus de trois ans. Si une solution n'est pas trouvée très rapidement la Directeur de l'Ecole ne pourra plus assumer ses responsabilités à l'égard des élèves qu'elle doit accueillir. Les installations d'Uccle ne sont manifestement pas suffisantes pour recevoir une population scolaire de plus de 2.300 élèves.

Je voudrais insister auprès des autorités belges, qui ont déjà souvent accordé de façon concrète leur appui aux Ecoles européennes installées en Belgique, pour qu'elles aident l'Ecole européenne de Bruxelles en veillant à ce que les formalités nécessaires soient accomplies le plus rapidement possible et que les travaux puissent encore commencer cet été.

c) Ecoles européennes de Mol, de Karlsruhe et de Bergen

Je suis heureux de pouvoir annoncer au Conseil supérieur qu'aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces trois écoles.

Les bâtiments définitifs de l'Ecole européenne de Karlsruhe ont été inaugurés en octobre 1969. Le gymnase doit encore être achevé, mais après les retards dus à la rigueur de l'hiver, les travaux progressent de façon satisfaisante. La situation est identique à Mol.

L'Ecole européenne de Bergen dispose depuis fin 1969 des locaux provisoires supplémentaires dont elle avait besoin.

Je remercie encore une fois les autorités nationales responsables pour leur aide et leur coopération généreuse.

II. Problèmes juridiques

a) Protocole concernant la création d'Ecoles européennes

Dans le domaine juridique également j'ai une nouvelle réjouissante à communiquer au Conseil supérieur. Le "Protocole concernant la création d'Ecoles européennes" a été ratifié par la République Fédérale d'Allemagne. Les instruments de ratification seront, comme je l'espère, déposés prochainement auprès du gouvernement luxembourgeois. De ce fait le Protocole entrera en vigueur conformément aux dispositions de son article 9.

Seuls deux Etats-membres n'ont pas encore ratifié ce document : la Belgique et la France.

Peut-être les délégations de ces deux pays seront-elles en mesure de donner des précisions au Conseil supérieur sur le déroulement de la procédure de ratification.

b) Accord entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Conseil supérieur

En décembre 1969 le Conseil supérieur a approuvé un projet d'Accord avec le Gouvernement des Pays-Bas et a autorisé son Représentant à le signer.

L'Accord a été signé le 29 avril à la Haye. A ce sujet je voudrais exprimer ma profonde reconnaissance au gouvernement néerlandais.

c) Application de l'Accord entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur (impôt des familles)

Au cours de sa réunion de mai 1969, le Conseil supérieur a eu connaissance des difficultés nées à l'Ecole européenne de Varese, parce que la ville de Varese exigeait des enseignants habitant à Varese, le paiement de l'impôt des familles qui est un impôt sur les revenus. L'appel des enseignants auprès d'une Commission locale a été rejeté. Mais un enseignant a obtenu gain de cause devant la deuxième instance. Actuellement il n'est pas encore permis de considérer que la question est résolue. Je me réjouis cependant de l'initiative du Ministère italien des Affaires étrangères, qui essaye de remédier à la situation incertaine actuelle par une modification de l'Accord du 5 septembre 1963. Le nouveau texte pourra, je l'espère, être bientôt soumis au Conseil supérieur.

III. Problèmes administratifs et financiers

a) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relative aux émoluments du personnel enseignant (document 70-D-22 du 3 février 1970) à l'exception du texte proposé pour le 1er paragraphe de l'article 18. Pour ce paragraphe l'ancien texte reste donc en vigueur.

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet au 1er octobre 1969.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives au barème des traitements du Représentant du Conseil supérieur (document 70-D-42 du 5 février 1970).

b) Contributions nationales à l'Ecole européenne de Luxembourg

Les montants des contributions au budget de l'Ecole européenne de Luxembourg sont calculés d'après une clé de répartition établie par le Conseil supérieur.

Depuis quelques années les contributions en espèces de certains pays sont versées avec un retard qui ne fait que croître. La situation est particulièrement sérieuse en ce qui concerne la contribution du Gouvernement italien. D'après les calculs de l'Ecole celui-ci était redevable au 31 décembre 1969 d'un montant de plus de 4.500.000,- FB. Entre-temps un montant de 2.500.000 FB. a été versé ; le solde exact est calculé actuellement.

Pour éviter la répétition des difficultés actuelles, il serait sans doute opportun d'appliquer également pour l'Ecole européenne de Luxembourg le système de financement des cinq autres Ecoles européennes. Je suggère au Conseil supérieur de donner mandat au Comité administratif et financier d'étudier cette question.

c) Date des réunions du Conseil supérieur

Le Règlement intérieur du Conseil supérieur prévoit que le Conseil supérieur se réunit au cours du deuxième et du quatrième trimestre de l'année civile. La réunion du deuxième trimestre a lieu traditionnellement au mois de mai. La date de cette réunion a été avancée chaque année au point qu'en 1970 le Conseil supérieur se réunit les 4 et 5 mai. De ce fait il ne reste plus assez de temps pour préparer les documents financiers, (clôture des comptes et budgets) et présenter dans les délais voulus les rapports qui les concernent.

Aussi serait-il souhaitable qu'à l'avenir la réunion "printanière" du Conseil supérieur ait lieu à la fin du mois de mai.

IV. Travail des Comités de préparation

Les Comités préparatoires du Conseil supérieur ont poursuivi un travail fructueux de préparation des réunions du Conseil supérieur. Grâce à leurs efforts, le Conseil supérieur dispose des informations, et des études qui lui permettent de prendre ses décisions dans de bonnes conditions.

Le Comité pédagogique a étudié particulièrement les problèmes de l'allègement des horaires, de la création du cycle court, de la révision des programmes de mathématique.

Le Comité administratif et financier a étudié en ordre principal les problèmes statutaires, les demandes de créations de postes et les budgets proposés par les Conseils d'administration.

Suivant la décision prise par le Conseil supérieur en mai 1969, les représentants du Comité du personnel ont assisté aux réunions des Comités de préparation. Ils leur ont apporté une collaboration fructueuse. Je voudrais les remercier ici pour l'attitude très constructive qu'ils n'ont cessé de manifester.

V. Problèmes divers

a) Fonds des Publications des Ecoles européennes

Malgré les moyens limités dont il dispose, le Fonds des Publications poursuit son activité. Il a édité un manuel d'histoire pour la troisième année secondaire et un manuel d'histoire pour la quatrième année.

En outre les livres qu'il a édités sont exposés dans le pavillon des Communautés européennes à l'exposition universelle d'Osaka.

b) Bulletin Pédagogique

Le Bulletin pédagogique paraît régulièrement depuis juin 1967. Depuis cette date 12 numéros ordinaires et un numéro spécial consacré au dixième anniversaire de l'Ecole européenne de Bruxelles, sont sortis de presse.

Le Bulletin constitue un lien très utile entre les enseignants des six Ecoles européennes. En outre il les informe des travaux et des décisions pédagogiques du Conseil supérieur et des Conseils d'inspection.

c) Contacts avec le Conseil de l'Europe

Les rapports entre le Conseil de l'Europe - plus exactement le Comité de l'Enseignement général et technique - et les Ecoles européennes évoluent de façon favorable.

L'an dernier le Fonds des Publications et le Conseil de l'Europe ont assuré en commun l'édition du Vocabulaire géographique de M. QUENCEZ.

Dans le cadre de la coopération culturelle, un Comité ad-hoc du Conseil de l'Europe se réunira à Bruxelles en 1971, afin d'étudier les méthodes développées pour l'établissement des programmes des Ecoles européennes. A cette occasion il visitera une Ecole européenne.

Au cours de cette année les Ecoles ont été honorées par les visites de personnalités dirigeantes de la République Fédérale d'Allemagne : Monsieur le Secrétaire d'Etat von DOHNANYI, du Ministère de la Culture et de la Science a visité l'Ecole de Varese, l'Ecole de Bruxelles a reçu la visite de Madame Dr. VOCKE, Secrétaire d'Etat à la Chancellerie ainsi que celle de Monsieur le Professeur Dr. DAHRENDORF, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères.

Sur invitation de la ville de Grenoble votre Représentant a participé le 21 avril à une réunion au cours de laquelle fut examinée la possibilité de créer une Ecole européenne à Grenoble. L'institut de physique nucléaire Max von Laue-Paul Langevin, qui est une réalisation franco-allemande, souhaiterait que les enfants de son personnel puissent fréquenter une école, qui donne la même formation que les Ecoles européennes afin que par exemple les enfants des agents des centres européens de recherches, qui seraient détachés à Grenoble, puissent poursuivre leurs études sans difficulté. En outre la ville de Grenoble a souligné que dans la ville même et dans les environs immédiats résident un grand nombre d'étrangers qui sont directement intéressés à une Ecole européenne, par exemple des Italiens, des Allemands et des Néerlandais ainsi que des Suisses et des ressortissants de différents Etats.

D'après l'échange de vues, qui a eu lieu, la création d'une Ecole européenne à Grenoble est à mon avis parfaitement réalisable. L'article 1er du Protocole concernant la création d'Ecoles européennes, qui dit que des Ecoles européennes peuvent être créées pour l'éducation et l'enseignement en commun d'enfants du personnel des Communautés européennes, n'est pas, à mon avis, un obstacle sérieux à la fondation d'une telle Ecole :

- d'abord parce que la volonté politique d'ouvrir une telle école doit être

présente chez les Etats-membres unanimes et qu'elle constitue la base essentielle pour la création d'une nouvelle Ecole européenne.

- ensuite parce que d'après les déclarations du Directeur de l'Institut un certain nombre de fonctionnaires des Communautés européennes travailleront dans un délai relativement rapproché à Grenoble.

Il est certes prématuré de discuter de ce problème aujourd'hui, aussi longtemps que le pays hôte, c'est-à-dire la France n'a pas introduit une demande formelle. Il serait cependant très souhaitable que les Ecoles européennes, qui aujourd'hui comme il y a quinze ans montrent la voie à suivre pour harmoniser l'enseignement dans un sens européen, se développant par la création d'une 7ème Ecole située en France.

En outre la ville d'Ulm m'a invité à une réunion avec des représentants des autorités scolaires du Land et de la Ville. Cette réunion avait pour but d'examiner dans quelle mesure les horaires et programmes d'une nouvelle école à Ulm pourraient s'inspirer de ceux des Ecoles européennes. Il n'a pas été question de la création d'une Ecole européenne, mais de l'application de certains principes fondamentaux de nos écoles, à savoir : enseignement matin et après-midi, enseignement d'une deuxième langue à l'école primaire, à l'école secondaire, enseignement de certaines matières en langue véhiculaire (histoire, géographie et sciences)...

Les promoteurs de cette école - la ville et l'université d'Ulm - souhaitent qu'elle ait un caractère européen et qu'elle puisse bénéficier de contacts périodiques avec les enseignants des Ecoles européennes.

J'estime qu'il y a lieu de se réjouir d'un tel contact et du caractère plus européen qu'il peut donner aux programmes d'établissements nationaux.

*

*

*

A la fin de ce rapport je voudrais adresser mes très sincères remerciements à tous ceux qui apportent leur collaboration au bon fonctionnement et au développement des Ecoles européennes : le Président et les membres du Conseil supérieur, les Comités de préparation, les Conseils d'administration, les Directeurs, le Comité du personnel et les enseignants ; je voudrais souligner combien la tâche de ces derniers est délicate en cette période de réforme et de mise en cause des structures de l'enseignement. Leur mérite est d'autant plus grand d'assurer la bonne marche des classes et de donner à leurs élèves une formation de valeur.

Je voudrais également adresser mes remerciements à toutes les collaboratrices et collaborateurs de mon secrétariat. La préparation des réunions du Conseil supérieur et de ses Comités de préparation leur impose une lourde tâche qui n'est pas toujours des plus simples. Le mérite de la parfaite organisation de ces réunions leur revient. Cette préparation ne représente cependant qu'une partie du travail qui leur incombe au cours de l'année. Cela démontre combien un petit nombre de personnes peuvent venir à bout d'un travail important lorsqu'elles se mettent à l'ouvrage avec enthousiasme, idéalisme et une grande compétence. Ceci vaut tout particulièrement pour mon adjoint M. HEUMANN. J'estime qu'il m'est indispensable de lui adresser mes sincères remerciements devant cette haute assemblée. J'espère qu'il mettra encore pendant de nombreuses années sa riche expérience et son ardeur au travail, au service du Conseil supérieur et des Ecoles européennes.

Je voudrais terminer ce rapport en exprimant le vœu que cette réunion du Conseil supérieur puisse à nouveau se dérouler dans une atmosphère de confiance et de bonne volonté.

*

*

*